

avec le Québec que le gouvernement Trudeau ne réussissait pas à régler, mais Brian Mulroney y est parvenu. Ces deux organisations se réuniront au Canada à l'automne: la Francophonie à Québec dans deux semaines, le Commonwealth à Vancouver à la mi-octobre. Il s'agit de familles de nations différentes, mais qui ont en commun de regrouper des pays de tous les continents, et le fait que le Canada soit membre de l'une comme de l'autre est exceptionnel et précieux.

Permettez-moi maintenant d'en venir à nos relations avec les deux superpuissances. Nous en sommes les voisins immédiats, ainsi que le ferme allié des États-Unis. En 1985, lorsque j'ai rencontré M. Gromyko à Moscou - et qu'à cette occasion il m'a rappelé qu'il avait eu des entretiens avec tous les ministres canadiens des Affaires extérieures depuis Louis St-Laurent - j'ai commencé par lui dire que les Soviétiques ne devaient se faire aucune illusion quant à la profondeur de l'attachement du Canada à la liberté personnelle et à la vraie démocratie. Notre pays ne reste pas neutre dans le débat au sujet de la liberté, pas plus qu'il ne s'isole sur ce continent. Nous avons pris auparavant la défense des valeurs démocratiques et nous la prenons encore, en association étroite et officielle avec nos alliés, tant les États-Unis que les pays qui forment la première ligne de défense en Europe de l'Ouest.

Par sentimentalisme, certains estiment que le Canada pourrait faire progresser la cause de la paix et de la liberté en s'écartant de l'Europe. C'est faire preuve de naïveté et même de sottise. Notre engagement à l'égard de l'Europe, notamment par notre participation à l'OTAN, contribue notablement à la stabilité de ce continent et constitue l'un des facteurs qui ont amené l'Union soviétique à la conclusion qu'elle doit négocier, ne pouvant diviser l'Ouest. Le retrait du Canada de l'OTAN mettrait en péril, entre autres, toute perspective d'accord sur le contrôle des armements. Pendant la plus grande partie de la dernière décennie, la politique soviétique a visé à désunir l'Europe. Cette politique a échoué et une volonté de négociation lui a succédé. Le présent gouvernement du Canada ne se propose pas de rendre le monde plus dangereux en rompant l'unité de l'Ouest, ce qui pourrait inciter l'Union soviétique à adopter des solutions plus expéditives que la négociation. En fait, comme le Livre blanc de Perrin Beatty l'indique clairement, nous sommes résolus à nous donner de nouveaux moyens de respecter nos engagements à l'égard de nos alliés et de l'Atlantique.